

Italie/Séisme dans le centre du pays 241 morts, nouveau bilan

AFP

Amatrice/Italie

Dans le même temps, les questions fusent, notamment autour d'un décompte de victimes subissant des variations à la hausse comme à la baisse.

L'ITALIE s'interrogeait hier sur les raisons d'un bilan de 241 morts, au lendemain du séisme meurtrier qui a réduit à l'état de ruines plusieurs villages dans le centre du pays. La protection civile a ramené à 241, contre 247 précédemment, le bilan des victimes, prévenant toutefois qu'il pouvait encore s'aggraver. La responsable du département des situations d'urgence de la protection civile italienne, Immacolata Postiglione a indiqué hier en fin de matinée qu'il y avait désormais quelque 270 blessés hospitalisés. Des centaines de rescapés ont passé leur première nuit dehors, qui dans une tente érigée à la hâte par la protection civile, qui préférant sa voiture quand il a la chance d'en avoir encore une. "Nous sommes encore sous le choc. Nous avons dormi dans la voiture cette nuit, bien qu'avec toutes les

secousses, c'était difficile de dormir", a raconté à l'AFP Mario, père de deux petits garçons.

Des dizaines de répliques ont été ressenties dans la nuit et hier matin, dont une forte secousse vers 14H30 (13H30 au Gabon), réveillant la peur pour les survivants et l'angoisse des secouristes, contraints de s'interrompre par exemple à Amatrice lorsqu'un pan de mur s'est écroulé à côté d'eux.

La protection civile n'a en revanche toujours pas donné d'indication sur le nombre de disparus. Des chiffres allant de moins de 50 à plusieurs centaines ont circulé toute la journée mercredi, et il restait difficile hier d'avoir une évaluation précise. L'hôtel Roma complètement détruit à Amatrice, l'un des villages les plus touchés, a fait craindre le pire.

Le propriétaire de cet hôtel a assuré aux secouristes que nombre de ses clients, un peu plus d'une trentaine, étaient parvenus à se mettre à l'abri au début du tremblement de terre.

La population de ces villages pittoresques et touristiques triplent ou quadruplent l'été, rendant difficile l'évaluation du nombre de personnes présentes sur les lieux au mo-



Photo : AFP

Le village d'Amatrice, l'un des plus touchés par le séisme de mercredi dont le bilan, encore provisoire, s'établit à 241 morts.

ment du drame.

Le maire d'Arquata del Tronto, Alejandro Petrucci, a d'ailleurs lancé un appel à tous les rescapés ayant quitté son village, l'un des plus touchés, afin de faciliter un décompte des éventuels disparus.

Des milliers de bénévoles et professionnels continuaient hier à chercher sous les décombres une trace de vie aussi minime soit elle, après une nuit apparemment pour rien. Mme Postiglione n'a en effet pas fait mention hier d'éventuels survivants retrouvés pendant la nuit. Mais, a souligné de son côté un responsable des pompiers, le dernier survivant du tremblement de terre de L'Aquila en 2009 a été sauvé 72 heures après

la catastrophe.

SANS UNE EGRATIGNURE• Mercredi, après plus de quinze heures de travail acharné, les pompiers italiens avaient extraite vivante une fillette d'une dizaine d'années. La petite Georgia, sans une égratignure mais couverte de poussière, est restée impassible dans les bras de son sauveteur qui l'emportait au loin sous les vivats de la foule.

Hier, l'Italie a commencé à se mobiliser, multipliant les initiatives, privées ou publiques pour venir en aide aux centaines de gens ayant perdu leur toit et parfois tout leurs biens. Plus de 24 heures après le drame, des questions se posent aussi sur le pourquoi d'un bilan aussi lourd

dans une zone relativement peu peuplée et composée uniquement de villages.

Un examen d'éventuels dommages au patrimoine artistique et culturel va également être entrepris, a annoncé le ministère de la Culture.

Le tremblement de terre à L'Aquila, non loin de la zone du séisme de mercredi, avait fait plus de 300 morts. Mais il s'agissait alors d'une ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants.

Le président du Conseil italien Matteo Renzi, interrogé mercredi sur ce point, a évoqué une caractéristique de très nombreux villages et bourgs italiens : l'existence de centres historiques datant de plusieurs siècles, "très beaux, mais qui risquent beaucoup plus".

Reste l'exemple, incompréhensible pour certains, scandaleux pour les autres, de l'école d'Amatrice, rénovée en 2012 pour l'adapter aux normes anti-sismiques et réduite à l'état de décombres mercredi. Une enquête a d'ailleurs été ouverte par le procureur de Rieti, ville proche du lieu du séisme, pour évaluer d'éventuelles malversations à Amatrice et dans les villages concernés.

L'Afrique en bref

• **Libye/Défense.** Sarraj réclame de l'aide

Le Premier ministre libyen Fayez al-Sarraj a réclamé une aide militaire "renforcée" de la part des Etats-Unis, qui bombardent déjà Syrte pour appuyer les forces libyennes contre le groupe Etat islamique, a annoncé jeudi le Commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom).

• **RDCongo/Homicide.** Lynchés et brûlés vifs à Butembo

Deux personnes soupçonnées de vouloir rejoindre les auteurs d'une série de massacres dans la région de Beni, ont été "lynchées puis brûlées" mercredi par la population de Butembo, dans l'est de la République démocratique du Congo.

• **Zimbabwe/Manifestation.** Dispersés à coups de gaz lacrymogène

La police zimbabwéenne a dispersé mercredi à coups de gaz lacrymogène et de canons à eau une manifestation de militants du principal parti d'opposition qui protestaient justement contre les violences policières, selon un photographe de l'AFP.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attaque.** Seize morts à l'Université américaine de Kaboul



Photo : AFP

Seize personnes ont été tuées lors d'un assaut contre l'Université américaine d'Afghanistan à Kaboul qui a duré plus de dix heures dans la nuit de mercredi à hier, pendant lesquelles des étudiants ont lancé de poignants appels à l'aide.

• **Brésil/Politique.** Rousseff : le procès en destitution est ouvert

Le Sénat brésilien a ouvert hier le procès final en destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff qui selon tous les pronostics devrait mettre fin à 13 ans de gouvernements de gauche dans la première économie d'Amérique latine.

• **Colombie/Paix.** Un référendum pour concrétiser l'accord avec les Farc

Les Colombiens, qui ont salué, certains avec scepticisme, la paix enfin conclue avec la guérilla des Farc pour mettre fin à plus d'un demi-siècle de conflit armé, vont devoir se prononcer sur cet accord historique lors d'un référendum le 2 octobre.

France/Politique

Tempête autour du burkini

AFP

Paris/France

Des divergences sont apparues jusqu'au sein du gouvernement, alors que la justice doit se prononcer ce jeudi sur la question.

LA plus haute juridiction administrative française doit se prononcer ce vendredi sur l'interdiction du burkini sur plusieurs plages, décision qui suscite émoi et controverse dans le pays comme à l'étranger, et divise jusqu'au sein du gouvernement.

Saisi du dossier hier, le Conseil d'Etat a promis de rendre sa décision aujourd'hui à 15H00 locales (14H00 au Gabon), un cadre légal d'autant plus attendu qu'au moins une femme musulmane portant un simple foulard sur la plage a déjà été verbalisée.

Les juges doivent examiner la requête déposée par la Ligue des droits de l'homme (LDH) et le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qui demandent la suspension en urgence d'une interdiction du burkini décidée par une station balnéaire de Côte d'Azur (sud-est), mais c'est en réalité la légalité de la trentaine

d'arrêtés municipaux similaires pris en France cet été qui est en jeu.

Les textes, sans mentionner le terme de "burkini", exigent le port sur les plages de tenues respectueuses "des bonnes mœurs et de la laïcité", mais ce sont bien les tenues de bain islamiques couvrant le corps, des cheveux aux chevilles, qui sont visées.

Face aux divisions qui font jour sur cette question jusque dans son propre camp, le président français François Hollande a appelé hier à ne céder ni à la "provocation" ni à la "stigmatisation", sans se prononcer sur le bien-fondé des arrêtés anti-burkini.

Hier, deux ministres ont condamné ces textes, à contre-courant de la position du chef du gouvernement Manuel Valls, qui soutient les maires interdisant le burkini au nom de l'ordre public.

"La prolifération" des arrêtés "n'est pas la bienvenue", a dit la ministre de l'Education Najat Vallaud-Belkacem, suivie par la ministre de la Santé Marisol Touraine qui craint une "stigmatisation dangereuse pour la cohésion de notre pays".

Ces textes "ne sont pas une dérive", a rétorqué par



Photo : AFP

Les prises de position du Premier ministre français Manuel Valls et de sa ministre de l'Education Najat Vallaud-Belkacem illustrent les divergences au sein du gouvernement s'agissant de l'interdiction du burkini sur les plages.

média interposé le Premier ministre, pour qui "le burkini est un signe politique de prosélytisme religieux qui enferme la femme".

Mercredi soir, l'ex-président français Nicolas Sarkozy, candidat aux primaires de la droite, avait qualifié le burkini de "provocation", proposant de prohiber aussi les signes religieux dans les entreprises, les administrations, les universités.

Le parti d'extrême droite Front national a dans la foulée demandé d'étendre à l'ensemble de l'espace public l'interdiction du port du voile, limitée en France aux écoles, collèges et lycées.

"FORTE INQUIETUDE"• Le Conseil d'Etat, habitué aux débats sensibles, s'est rare-

ment réuni dans une atmosphère aussi fiévreuse.

Mercredi, le Conseil français du culte musulman (CFCM) avait fait part au gouvernement de la "forte émotion et forte inquiétude" des musulmans de France.

Rien n'interdit en principe aux maires en France de restreindre les libertés fondamentales pour préserver l'ordre public, mais leurs mesures doivent être "proportionnées".

Estimant que le port de ces tenues de bain pouvait "être ressenti comme une défiance ou une provocation exacerbant les tensions", le tribunal administratif de Nice (sud-est) avait validé un de ces arrêtés, rappelant le "contexte" des attentats jaha-

distes, dont celui de Nice le 14 juillet, qui a fait 86 morts. La définition même de "l'ordre public" est en jeu, dans un pays qui s'enflamme régulièrement sur la place de l'islam ainsi que sur la conception de la "laïcité". La France a été la première en Europe à interdire le voile intégral, burqa ou niqab, dans tout l'espace public, en 2010. Le voile à l'école est lui prohibé depuis 2004.

Le débat sur le burkini est suivi à l'étranger avec un mélange d'incompréhension et de consternation, surtout depuis la publication mardi soir de photos du contrôle par quatre policiers municipaux d'une femme voilée, mais pas porteuse d'un burkini, sur une plage de Nice.

Les photos de ce contrôle ont fait la Une du New York Times, la presse allemande a évoqué une "guerre de religion" et le maire de Londres Sadiq Khan a estimé que "personne ne devrait dicter aux femmes ce qu'elles doivent porter".

Jeudi, à Londres, une cinquantaine de femmes ont installé une fausse plage devant l'ambassade de France pour protester contre l'interdiction du burkini.